

# Rapport financier 2019

## Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Reina Goulet, atteste la véracité du rapport financier  
de Saint-Alphonse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2020-03-17

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
<b>Renseignements complémentaires</b>	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
<b>Renseignements financiers non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Municipalité de Saint-Alphonse

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Municipalité de Saint-Alphonse (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

financière de la municipalité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par ]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A113171

New Richmond

Le 17 mars 2020

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par ]

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	600 193	608 825	591 762
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 591	13 179	12 592
Quotes-parts	3			
Transferts	4	227 338	718 422	343 203
Services rendus	5	2 132 013	2 332 245	2 267 422
Imposition de droits	6	4 500	21 186	8 862
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	6 800	47 835	45 647
Autres revenus	10	93 316	162 782	117 306
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 076 751	3 904 474	3 386 794
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	220 348	220 446	209 614
Sécurité publique	15	61 255	89 171	85 141
Transport	16	335 348	453 673	501 447
Hygiène du milieu	17	1 399 335	1 958 223	2 058 863
Santé et bien-être	18	15 150	13 822	11 182
Aménagement, urbanisme et développement	19	38 552	37 498	38 931
Loisirs et culture	20	149 494	175 196	172 945
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	205 454	196 816	199 235
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 424 936	3 144 845	3 277 358
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	651 815	759 629	109 436
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 561 967	6 452 531
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		6 561 967	6 452 531
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		7 321 596	6 561 967

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	909 133	266 727
Débiteurs (note 5)	2	951 161	698 194
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 181 458	1 039 368
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>3 041 752</b>	<b>2 004 289</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 017 000	1 787 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 287 440	1 871 925
Revenus reportés (note 12)	12	56 485	48 943
Dette à long terme (note 13)	13	6 403 799	5 550 648
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<b>9 764 724</b>	<b>9 258 516</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(6 722 972)</b>	<b>(7 254 227)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	13 986 027	13 787 128
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	21 379	29 066
Autres actifs non financiers (note 17)	20	37 162	
	21	<b>14 044 568</b>	<b>13 816 194</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>7 321 596</b>	<b>6 561 967</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	651 815	759 629	109 436
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	700 464 ) (	2 107 486 )
Produit de cession	3		200	
Amortissement	4		501 565	571 788
(Gain) perte sur cession	5		(200)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(198 899)	(1 535 698)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		7 687	(7 279)
Variation des autres actifs non financiers	10		(37 162)	
	11		(29 475)	(7 279)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	651 815	531 255	(1 433 541)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 254 227)	(5 820 686)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 254 227)	(5 820 686)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(6 722 972)	(7 254 227)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	759 629	109 436
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	501 565	571 788
Autres			
- Gain sur cession d'immo	3	(200)	
-	4		
	5	1 260 994	681 224
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(252 967)	(269 911)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	415 515	291 675
Revenus reportés	9	7 542	18 213
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	7 687	(7 279)
Autres actifs non financiers	13	(37 162)	
	14	1 401 609	713 922
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 700 464 )	( 2 107 486 )
Produit de cession	16	200	
	17	(700 264)	(2 107 486)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 142 090 )	( 112 450 )
Cession	21		
	22	(142 090)	(112 450)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	1 554 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	( 717 000 )	( 713 200 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(770 000)	1 787 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	16 151	(44 328)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	83 151	1 029 472
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	642 406	(476 542)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	266 727	743 269
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	266 727	743 269
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	909 133	266 727

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Alphonse (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17.

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable d'un organisme municipal comprend l'ensemble des organismes qui sont sous son contrôle. Même si l'organisme municipal et ses organismes contrôlés sont des entités juridiques ou organisationnelles distinctes, ils forment ensemble une seule entité économique à des fins de présentation de l'information financière.

Il n'y a aucun organisme contrôlé par la municipalité de Saint-Alphonse qui doit être inclus dans le rapport financier.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### *Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

##### a) Actifs financiers

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

### *Placements de portefeuille*

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

### **b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

### *Immobilisations*

#### Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5% à 6,67%  
Bâtiments : 2,5%  
Améliorations locatives : 6,67%  
Véhicules : de 5% à 10%  
Ameublement et équipement de bureau : de 10% à 20%  
Machinerie, outillage et équipement : de 5% à 10%

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

#### Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

### *Stocks de fournitures*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

### **D) Passifs**

#### *Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### *Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement*

La municipalité prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes utilisés.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

### *Passif au titre d'assainissement des sites contaminés*

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

## **E) Revenus**

### *Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesure d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
- Assainissement des sites contaminés :
  - Passif constaté au 31 décembre 2019 = 670 221 \$.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

S.O.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 228 509	85 862
Découvert bancaire	2 ( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
- Placement temporaire	4 680 624	180 865
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 909 133</b>	<b>266 727</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
Le placement temporaire porte intérêt au taux de 1,25 % et est rachetable en tout temps.		
Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 196 816 \$ (199 235 \$ en 2018). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 47 835 \$ (45 647 \$ en 2018).		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 68 706	52 195
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 578 580	325 623
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	
Organismes municipaux	15 241 095	232 873
Autres		
- Recouvrements de tiers	16 62 712	87 477
- Intérêts à recevoir	17 68	26
	18 951 161	698 194
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	161
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>6. Prêts</b>	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
<b>Note</b>	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	1 181 458	1 039 368
	32	1 181 458	1 039 368
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	1 181 458	1 039 368
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Les autres placements de portefeuille affectés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement sont composés d'encaisse et d'obligations portant intérêt à des taux variant de 1,70 % à 4,00 % (1,70 % à 4,25 % au 31 décembre 2018) et échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2024.

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	15 722	17 213
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	15 722	17 213

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit bancaire de 800 000 \$ au taux préférentiel (3,95 %) et d'une marge de crédit bancaire de 100 000 \$ au taux préférentiel plus 1 % (4,95 %) renouvelables annuellement.

La municipalité bénéficie aussi d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total de 2 408 942 \$ portant intérêt à des taux variant de 4,2 % à 4,45 % et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la municipalité.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	168 314	285 476
Salaires et avantages sociaux	48	48 417	37 004
Dépôts et retenues de garantie	49	166 908	130 864
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	1 181 458	1 039 368
Assainissement des sites contaminés	52	670 221	336 782
Autres			
- Intérêts courus	53	52 122	42 431
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	2 287 440	1 871 925

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	39 985	33 219
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68		4 799
- Contributions d'organismes	69		10 925
- Préparation aux sinistres	70	16 500	
-	71		
	72	56 485	48 943

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,63	4,70	2020	2024	73	6 457 500	5 620 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	6 457 500	5 620 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 53 701 )	( 69 852 )
					83	6 403 799	5 550 648

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2019</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2020	84	92	1 087 700	100	109	117	1 087 700
2021	85	93	930 800	101	110	118	930 800
2022	86	94	793 200	102	111	119	793 200
2023	87	95	3 279 300	103	112	120	3 279 300
2024	88	96	366 500	104	113	121	366 500
2025 et +	89	97		105	114	122	
	90	98	6 457 500	106	115	123	6 457 500
Intérêts et frais accessoires				107	( )	124	( )
	91	99	6 457 500	108	116	125	6 457 500

**Note**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(6 722 972)	(7 254 227)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(6 722 972)	(7 254 227)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	869 832	158		185		212	869 832
Eaux usées	131	1 082 974	159		186		213	1 082 974
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	2 085 549	160		187		214	2 085 549
Autres	133	10 059 229	161	1 290 792	188		215	11 350 021
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	1 841 533	163		190		217	1 841 533
Améliorations locatives	136	133 480	164		191		218	133 480
Véhicules	137	1 609 244	165	16 940	192		219	1 626 184
Ameublement et équipement de bureau	138	129 511	166		193		220	129 511
Machinerie, outillage et équipement divers	139	378 667	167	19 000	194	200	221	397 467
Terrains	140	52 653	168	2 288	195		222	54 941
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>18 242 672</u>	170	<u>1 329 020</u>	197	<u>200</u>	224	<u>19 571 492</u>
Immobilisations en cours	143	<u>2 091 922</u>	171	<u>(628 556)</u>	198		225	<u>1 463 366</u>
	144	<u>20 334 594</u>	172	<u>700 464</u>	199	<u>200</u>	226	<u>21 034 858</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	397 573	173	21 746	200		227	419 319
Eaux usées	146	379 038	174	27 074	201		228	406 112
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 007 617	175	87 461	202		229	1 095 078
Autres	148	2 543 923	176	250 352	203		230	2 794 275
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	664 759	178	45 771	205		232	710 530
Améliorations locatives	151	33 370	179	3 337	206		233	36 707
Véhicules	152	1 125 867	180	41 437	207		234	1 167 304
Ameublement et équipement de bureau	153	112 081	181	7 697	208		235	119 778
Machinerie, outillage et équipement divers	154	283 238	182	16 690	209	200	236	299 728
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>6 547 466</u>	184	<u>501 565</u>	211	<u>200</u>	238	<u>7 048 831</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>13 787 128</u>					239	<u>13 986 027</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
<b>Note</b>		

<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance		
- Redevances payées d'avance	256	37 162
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	37 162
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée à verser un montant total de 14 474 \$ à la MRC de Bonaventure pour les services d'un inspecteur en bâtiment pour 2020.

La municipalité s'est aussi engagée, en vertu d'un contrat pour l'enlèvement des ordures, à verser la somme totale de 15 694 \$ au cours du prochain exercice.

La municipalité s'est aussi engagée à recevoir et à éliminer les matières résiduelles de 23 municipalités avoisinantes. L'entente est d'une durée de 25 ans échéant en 2031.

L'Office municipal d'habitation de Saint-Alphonse, la municipalité de Saint-Alphonse et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

La municipalité s'est aussi engagée, en vertu d'un contrat pour la location d'un photocopieur échéant en 2020, à verser la somme totale de 1 524 \$ au cours du prochain exercice.

Finalement, la municipalité s'est engagée, en vertu d'un contrat pour l'entretien de la patinoire, à verser la somme totale de 16 800 \$ au cours du prochain exercice.

**19. Droits contractuels**

S.O.

**20. Passifs éventuels**

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

**a) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
<hr/>			
<hr/>			
262			
<hr/>			

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**d) Autres**

La municipalité de Saint-Alphonse a adhéré à la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Régie a pour mission d'accroître les retombées de l'exploitation de la ressource éolienne. La Régie investie au nom des MRC de la région

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

dans des parcs éoliens. Les profits nets sont redistribués aux MRC en fonction des richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Advenant le cas que les revenus de la Régie ne soient pas suffisants pour pourvoir aux dépenses, il sera exigé annuellement, de chaque MRC membres de la Régie, une contribution calculée selon les richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Dans l'éventualité où il y aurait une contribution à payer, la municipalité comptabilisera cette contribution dans les dépenses de fonctionnement de l'exercice.

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**24. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**25 Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement**

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 59 ans;
- Capacité restante estimative : 1 187 464 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 1 181 458 \$;
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 7 138 626 \$. Au 31 décembre 2019, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 1 181 458 \$, de sorte qu'un solde de 5 957 168 \$ reste à constater.

---

**26 Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La municipalité comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2019, un montant de 670 221 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

---

**27 Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière**

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La municipalité a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	600 193	608 825			608 825	591 762
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 591	13 179			13 179	12 592
Quotes-parts	3						
Transferts	4	227 338	237 370			237 370	333 758
Services rendus	5	2 132 013	2 332 245			2 332 245	2 267 422
Imposition de droits	6	4 500	21 186			21 186	8 862
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	6 800	47 835			47 835	45 647
Autres revenus	10	93 316	136 700			136 700	112 100
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	3 076 751	3 397 340			3 397 340	3 372 143
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		481 052			481 052	9 445
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		26 082			26 082	5 206
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		507 134			507 134	14 651
	21	3 076 751	3 904 474			3 904 474	3 386 794
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	220 348	213 157	7 289		220 446	209 614
Sécurité publique	23	61 255	68 275	20 896		89 171	85 141
Transport	24	335 348	354 827	98 846		453 673	501 447
Hygiène du milieu	25	1 399 335	1 602 247	355 976		1 958 223	2 058 863
Santé et bien-être	26	15 150	13 822			13 822	11 182
Aménagement, urbanisme et développement	27	38 552	37 498			37 498	38 931
Loisirs et culture	28	149 494	156 638	18 558		175 196	172 945
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	205 454	196 816			196 816	199 235
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		501 565	( 501 565 )			
	33	2 424 936	3 144 845			3 144 845	3 277 358
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	651 815	759 629			759 629	109 436

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	651 815	759 629	109 436
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 507 134 ) (	( 14 651 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	651 815	252 495	94 785
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4		501 565	571 788
Produit de cession	5		200	
(Gain) perte sur cession	6		(200)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		501 565	571 788
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		340 435	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	717 000 ) (	717 000 ) (	713 200 )
	18	(717 000)	(376 565)	(713 200)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	214 815 ) (	23 030 ) (	67 255 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	280 000	280 000	321 392
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		1 102	269 720
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	65 185	258 072	523 857
	26	(651 815)	383 072	382 445
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		635 567	477 230

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	507 134	14 651
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2	( 2 288 )	( )
Sécurité publique	3	( 26 082 )	( 14 651 )
Transport	4	( 49 728 )	( 820 590 )
Hygiène du milieu	5	( 622 366 )	( 1 272 245 )
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	( )	( )
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	( 700 464 )	( 2 107 486 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 213 565	
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	23 030	67 255
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	23 030	67 255
	19	536 131	(2 040 231)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	1 043 265	(2 025 580)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalizations 2019</b>	<b>Réalizations 2018</b>
<b>Rémunération</b>	1	661 125	611 197	632 720
<b>Charges sociales</b>	2	143 349	135 146	132 400
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	869 582	750 026	943 294
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	205 454	196 816	199 235
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11			
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	35 555	34 332	18 230
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17		501 565	571 788
<b>Autres</b>				
- Provision post fermeture (LET)	18	101 786	142 090	112 450
- Redevances MDDEP (LET)	19	408 085	437 673	419 241
- Provision fermeture (LET)	20		336 000	248 000
	21	2 424 936	3 144 845	3 277 358

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

**Charges**

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	(	) (
	21		
Autres	22		
	23		

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	<b>31</b>		

**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 92 000	92 000
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 350 949	995 382
Réserves financières et fonds réservés	3	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 1 225 600 ) (	( 1 122 963 )
Financement des investissements en cours	5 (982 315)	(2 025 580)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 8 086 562	8 623 128
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 7 321 596	6 561 967
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 92 000	92 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	
	11 92 000	92 000
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Administration municipale		
- Réserve fonds routier	12 253 806	201 418
- Réserve fonds environnemental	13 100 000	100 000
- Affect. exercice suivant LET	14 947 143	663 964
- Affect. exercice suivant MUNIC	15 50 000	30 000
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 350 949	995 382
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 1 350 949	995 382
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
-	45	
-	46	
	47	
	48	

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	( )
	54 ( ) ( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( 337 779 ) ( )	( 335 218 )
Assainissement des sites contaminés	56 ( 329 786 ) ( )	( 336 782 )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( ) ( )	( )
Autres		
-	58 ( ) ( )	( )
-	59 ( ) ( )	( )
	60 ( 667 565 ) ( )	( 672 000 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( ) ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	( )
Autres		
-	66 ( ) ( )	( )
-	67 ( ) ( )	( )
	68 ( ) ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( ) ( )	( 5 537 )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	( )
Autres		
-	72 ( ) ( )	( )
-	73 ( ) ( )	( )
	74 ( ) ( )	( 5 537 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 ( 558 035 )	( 456 500 )
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 ( 558 035 )	( 456 500 )
	81 ( 1 225 600 ) ( )	( 1 122 963 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 ( 982 315 ) (	( 2 025 580 )
	84 (982 315)	(2 025 580)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 13 986 027	13 787 128
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 13 986 027	13 787 128
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 13 986 027	13 787 128
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 6 403 799 ) (	5 550 648 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 53 701 ) (	69 852 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 558 035	456 500
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 ( 5 899 465 ) (	5 164 000 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	) )
	100 ( 5 899 465 ) (	5 164 000 )
	101 8 086 562	8 623 128

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
<b>Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements</b>		
	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( _____ )	( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	2019	2018
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 \_\_\_\_\_ 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés permanents de la municipalité participent à un REER collectif. La municipalité verse le même montant que l'employé jusqu'à un maximum de 5 % du salaire brut.

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	115 15 722	17 213

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	

**Description du régime**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	117	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	118	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	
	120	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	440 335	445 430	432 184
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	440 335	445 430	432 184
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	66 600	66 779	66 600
Égout	11	43 920	43 920	43 920
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	49 338	48 933	45 368
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 763	3 690
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	159 858	163 395	159 578
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	159 858	163 395	159 578
	27	600 193	608 825	591 762

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	2 214	2 214
	32	2 214	2 214
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	9 176	9 176
	36	9 176	9 176
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	11 390	11 390
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	42	520	521
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	681	681
Taxes d'affaires	44		
	45	1 201	1 202
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	12 591	12 592

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	53		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	132 127	157 063
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		30 610
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	4 799	3 076
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	87	1 750	2 520
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
<b>Réseau d'électricité</b>	90		
	91	132 127	193 269

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	92		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	93		
Sécurité incendie	94		9 445
Sécurité civile	95		
Autres	96		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	87 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	108	346 552	
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	47 500	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
<b>Réseau d'électricité</b>	129		
	130	481 052	9 445

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	89 211	88 653	132 644
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	6 000	7 592	7 845
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	95 211	96 245	140 489
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	227 338	718 422	343 203

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160	1 886 800	1 893 938
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	1 886 800	1 893 938
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	1 886 800	1 893 938
		1 893 938	1 909 990

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	1 951	786
	186	1 951	786
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190	3 102	1 824
	191	3 102	1 824
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		9 765
Enlèvement de la neige	193	12 645	35 521
Autres	194		29 018
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200	12 645	35 521
		35 521	38 783
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	201		
Réseau de distribution de l'eau potable			
	202		
Traitement des eaux usées			
	203		
Réseaux d'égout			
	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
	205		
Matières recyclables			
	206		
Autres			
	207		
Cours d'eau			
	208		
Protection de l'environnement			
	209		
Autres	210	226 300	387 196
	211	226 300	387 196
		387 196	306 410
			306 410
Santé et bien-être			
Logement social			
	212		
Sécurité du revenu			
	213		
Autres			
	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
	216		
Rénovation urbaine			
	217		
Promotion et développement économique			
	218		
Autres			
	219		
	220		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
	221		
Activités culturelles			
Bibliothèques			
	222		
Autres			
	223	5 200	10 537
	224	5 200	10 537
		10 537	9 629
			9 629
Réseau d'électricité			
	225		
	226	245 213	438 307
	227	2 132 013	357 432
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>		<b>2 332 245</b>	<b>2 267 422</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	228	1 500	2 020	2 130
Droits de mutation immobilière	229	3 000	12 445	6 732
Droits sur les carrières et sablières	230		6 721	
Autres	231			
	232	4 500	21 186	8 862
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	233			
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	234			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	235	6 800	47 835	45 647
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		200	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241	15 000	30 452	31 893
Autres contributions	242		26 082	
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	78 316	106 048	85 413
	245	93 316	162 782	117 306
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Budget 2019	Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	48 405	45 365		45 365	45 208
Greffe et application de la loi	2	5 880				
Gestion financière et administrative	3	117 268	120 876	7 289	128 165	124 997
Évaluation	4	26 408	25 161		25 161	9 375
Gestion du personnel	5					
Autres						
- Autres	6	22 387	21 755		21 755	30 034
-	7					
	8	220 348	213 157	7 289	220 446	209 614
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	29 600	33 071		33 071	34 813
Sécurité incendie	10	28 205	32 787	20 896	53 683	48 539
Sécurité civile	11	3 450	2 417		2 417	1 789
Autres	12					
	13	61 255	68 275	20 896	89 171	85 141
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	169 774	174 067	88 754	262 821	314 225
Enlèvement de la neige	15	154 752	170 855	10 092	180 947	176 443
Éclairage des rues	16	9 700	8 427		8 427	9 657
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 122	1 478		1 478	1 122
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	335 348	354 827	98 846	453 673	501 447

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	48 325	53 185	24 183	77 368	70 233	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	32 342	29 384		29 384	54 904	
Traitement des eaux usées	25	25 300	11 435	27 893	39 328	49 266	
Réseaux d'égout	26	2 500	2 287		2 287	701	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	13 200	13 169		13 169	11 700	
Élimination	28	1 261 768	1 476 949	303 900	1 780 849	1 855 673	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	9 000	9 363		9 363	10 010	
Tri et conditionnement	30	6 900	6 475		6 475	6 376	
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	1 399 335	1 602 247	355 976	1 958 223	2 058 863	
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	8 000	8 009		8 009	8 106	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	7 150	5 813		5 813	3 076	
	44	15 150	13 822		13 822	11 182	
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	15 092	14 974		14 974	13 416	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 810	1 808		1 808	1 807	
Tourisme	49	750				455	
Autres	50	20 900	20 716		20 716	23 253	
Autres	51						
	52	38 552	37 498		37 498	38 931	

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	83 594	85 973	8 850	94 823	102 606
Patinoires intérieures et extérieures	54	14 000	14 600	1 367	15 967	11 490
Piscines, plages et ports de plaisance	55	17 475	12 132		12 132	5 413
Parcs et terrains de jeux	56	15 450	15 461	1 096	16 557	18 406
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59		13 405		13 405	10 768
	60	130 519	141 571	11 313	152 884	148 683
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	8 580	7 145	1 789	8 934	7 894
Bibliothèques	62	10 395	7 922	5 456	13 378	16 368
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	18 975	15 067	7 245	22 312	24 262
	67	149 494	156 638	18 558	175 196	172 945
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	175 454	178 486		178 486	172 324
Autres frais	70	30 000	18 330		18 330	26 911
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	205 454	196 816		196 816	199 235
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
75			501 565	( 501 565 )		

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
<b>Questionnaire</b>	<b>12</b>

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	440 856	
Usines de traitement de l'eau potable	2	110 675	
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	60 426	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	552	1 271 332
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	30 819	820 590
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	18 908	9 445
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	16 940	
Ameublement et équipement de bureau	18	19 000	913
Machinerie, outillage et équipement divers	19		5 206
Terrains	20	2 288	
Autres	21		
	22	700 464	2 107 486

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	440 856	
Usines de traitement de l'eau potable	24	110 675	
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	60 426	
Autres infrastructures	27	50 279	2 101 367
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	38 228	6 119
	34	700 464	2 107 486

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	101 224		28 063	73 161
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 519 276	1 554 000	688 937	6 384 339
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 620 500	1 554 000	717 000	6 457 500
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	5 620 500	1 554 000	717 000	6 457 500
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	<b>22</b>	<b>5 620 500</b>	<b>1 554 000</b>	<b>717 000</b>	<b>6 457 500</b>

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	6 457 500
--------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	982 315
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	7 439 815
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des  
organismes contrôlés et des partenariats**

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	7 439 815
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme  
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	7 439 815
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	7 439 815
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>Administration générale</b>				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	26 258	25 037	9 267
Autres	3	3 487	3 487	2 852
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 100	3 100	3 404
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	900	900	900
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 810	1 808	1 807
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	35 555	34 332	18 230

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	700 464	2 107 486
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	700 464	2 107 486

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	35,00	7 280,00	123 367	39 972	163 339
Professionnels	2						
Cols blancs	3	2,00	40,00	4 160,00	98 388	26 096	124 484
Cols bleus	4	10,00	40,00	20 800,00	351 618	67 313	418 931
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	16,00		32 240,00	573 373	133 381	706 754
Élus	9	7,00			37 824	1 765	39 589
	10	23,00			611 197	135 146	746 343

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		87 000			87 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13		346 552			346 552
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		47 500			47 500
Autres	16	235 620		1 750		237 370
	17	235 620	481 052	1 750		718 422

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		2019	2018
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	2 286	2 354
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 286	2 354
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	6 402	6 068
Enlèvement de la neige	11	2 743	1 827
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	9 145	7 895
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	956	1 117
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	1 636	1 910
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	178 014	180 809
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	180 606	183 836
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27	3 616	3 917
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	3 616	3 917
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 163	1 233
Autres	38		
	39	1 163	1 233
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	196 816	199 235

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Gérard Porlier	10 235	5 117
Yves Barriault	2 770	1 385
Steven Allain	2 770	1 385
Sylvie Dugas	2 770	1 385
Cynthia T. Samson	2 770	1 385
Rolande Duguay	1 847	923
Jean-Guy Bernard	2 770	1 385

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 \_\_\_\_\_ \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? 2  3  4

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5  6   
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 7 \_\_\_\_\_ 15 109 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 8  9
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 10  11   
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 \_\_\_\_\_ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 13  14   
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 15 \_\_\_\_\_ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 16  17   
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 18 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 19  20   
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 21 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
 7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 125 172 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 69 992 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 73 033 \$

b) Dépenses d'investissement

42 \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 143 025 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 273-12-2019

b) Date d'adoption de la résolution

45 2019-12-02

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

**OUI****NON**46 47 

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

49 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la secrétaire-trésorière de  
Municipalité de Saint-Alphonse

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de Municipalité de Saint-Alphonse (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A113171  
New Richmond  
Le 17 mars 2020



# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**TAXES**

---

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	462 519
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	462 519

---

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	66 600
Égout	11	43 920
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	48 990
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	159 510
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	159 510
	27	622 029

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	511
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	2 366
	5	2 877
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	9 700
	9	9 700

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	12 577

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	511
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	691
	18	1 202

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	13 779

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 ..... 43 557 200	X 2 ..... 1,0800 /100\$	3 ..... 462 519				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 ..... X	5 ..... /100\$	6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 ..... X	8 ..... /100\$	9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 ..... X	11 ..... /100\$	12 .....				
Immeubles industriels	13 ..... X	14 ..... /100\$	15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 ..... X	17 ..... /100\$	18 .....				
Autres	19 ..... X	20 ..... /100\$	21 .....				
Immeubles agricoles	22 ..... X	23 ..... /100\$	24 .....				
<b>Total</b>			25 ..... 462 519	26 ( ..... )	27 ( ..... )	28 .....	29 ..... 462 519
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 ..... X	31 ..... /100\$	32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 ..... X	34 ..... /100\$	35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 ..... X	37 ..... /100\$	38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 ..... X	40 ..... /100\$	41 .....				
Immeubles industriels	42 ..... X	43 ..... /100\$	44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 ..... X	46 ..... /100\$	47 .....				
Autres	48 ..... X	49 ..... /100\$	50 .....				
Immeubles agricoles	51 ..... X	52 ..... /100\$	53 .....				
<b>Total</b>			54 ..... 55 ( ..... )	56 ( ..... )	57 .....	58 .....	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 .....	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	3 0 0	,	0 0	\$
Égout	2	2 4 0	,	0 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	9 3	,	0 0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Matières recyclables	53,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	622 029
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>622 029</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 43 557 200

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12     1 , 4 2 8 1 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

	Résiduelle			<b>Total</b>
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
<b>Taxes sur une autre base</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	8 069 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

***Non audité***

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>2 833 264 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>1 000 600 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>176 953 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>450 000 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Reina Goulet , atteste que le rapport financier de Saint-Alphonse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-04-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Alphonse.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Alphonse consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Alphonse détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-07 11:31:11

Date de transmission au Ministère : 2020/04/07